

Et si on faisait un bilan provisoire du Mouvement des Gilets Jaunes ?

écrit par François Tara | 12 mars 2019



J'ai été Gilet Jaune de cœur dès l'appel à la mobilisation. Mais, aujourd'hui, ce Mouvement ne me satisfait plus autant qu'il me satisfaisait à ses débuts. Non à cause des prétendues « violences » des Gilets Jaunes dont l'Etat nous somrait de nous désolidariser sinon nous étions « complices du pire » alors que, dans le même temps, il n'hésitait pas à lâcher ses chiens équipés d'armes loin d'être inoffensives, mais parce que l'état dans lequel il se trouve et son incapacité à retrouver un nouveau souffle font qu'il ne répond pas aux espoirs qu'on pouvait y mettre.

Il est donc indispensable de s'arrêter sur le bord de la route pour le définir, prendre en compte les potentialités qu'il contient encore et réfléchir sur la direction qu'il doit prendre pour ne pas s'en aller en eau de boudin.

On ne peut parler de quelque chose sans au préalable le définir. Qu'est donc ce mouvement et comment peut-on désigner telle ou telle de ses composantes comme y appartenant réellement, ou comme élément étranger s'infiltrant pour le détruire en le transformant ?

Ce mouvement a été désigné, à l'origine, par les « *commentateurs avisés* » et autres « *spécialistes* » comme étant d'« *extrême droite* ». Bien évidemment, c'est une absurdité comme il aurait été absurde de le désigner comme un mouvement social de « *gauche* » ou de « *droite* ». En premier lieu parce que ces catégories n'ont plus aucun sens¹. Ensuite parce que, si on se réfère au sens qu'avait cette catégorie d'« *extrême droite* », on ne retrouve dans ce mouvement ni l'intolérance violente de l'« *extrême droite* », ni l'organisation militaire caractéristique de l'« *extrême droite* », ni la xénophobie qui fut le plus souvent liée à l'« *extrême droite* », ni la défense par une partie de l'« *extrême droite* » du capitalisme libéré de toute entrave protégé par un Etat fort, ni même la dénonciation défendue par certains courants d'« *extrême droite* » du capitalisme sous les traits d'un système franc-maçonique instrumenté par une élite juive. L'obstination des « *spécialistes* » appointés par les organes de propagande du régime macroniste, à qualifier le mouvement des Gilets Jaunes d'« *extrême droite* » a servi à diaboliser le mouvement pour mieux l'isoler, puis à tenter d'en dresser certaines composantes contre d'autres. Leur recherche au microscope de l'antisémitisme des Gilets Jaunes a fini par payer mais que l'agression de Finkielkraut se soit révélée clairement avoir été perpétrée par un islamiste a fait capoter l'opération.

Cette étiquette d'« *extrême droite* » épinglée sur le mouvement est infâme mais je m'en servirai quand même comme d'un fil directeur dans le déroulement de mon argumentation.

En premier lieu, cette propagande, visant à stigmatiser les Gilets Jaunes comme d'« *extrême droite* », prétendait reposer sur le fait que le mouvement, après des frémissements contestataires exprimés contre les hausses de CSG touchant les retraités, s'est développé, à l'origine, contre les taxes indirectes ou déguisées en amendes. Le gouvernement voulait écraser les prolétaires sous des prétextes fallacieux de lutte

contre la mortalité routière ou la sauvegarde de la planète, causes nobles instrumentalisées pour atteindre des objectifs bassement pécuniers. D'après les critères volontairement figés des « *spécialistes* », un mouvement de « *gauche* » se définirait par la lutte pour une hausse des salaires tandis qu'un mouvement de « *droite* » se définirait par un rejet de la « *contribution altruiste à l'impôt* » dont l'utilisation serait neutre et ne servirait qu'au « *bien-être commun* ». Que les hausses de salaires soient constamment rattrapées par la montée des prix (et même dépassées depuis la désindexation des salaires sur l'inflation réalisée par le pouvoir socialiste) leur importe peu, tout autant que leur importe peu de se rappeler que les luttes contre l'impôt sous l'Ancien Régime étaient la base de toute défense du paysan opprimé contre l'opresseur aristocrate et monarchique, et donc avaient un caractère révolutionnaire. Bien au contraire, pour la première fois depuis longtemps, voire même pour la première fois tout court, le revenu réel des prolétaires n'était plus envisagé sous l'angle des plus limités du seul salaire nominal. En n'envisageant plus non plus le revenu prolétarien sous l'angle du seul salaire de travailleur salarié, le mouvement englobait ainsi dans le prolétariat le retraité tout autant que le petit commerçant, le petit entrepreneur ou le chômeur.

Dans sa pratique, le mouvement des Gilets Jaunes est incontestablement une expression de la lutte des classes. Mais le prolétariat dont il est l'émanation n'a rien à voir avec la définition du prolétariat comme catégorie figée dont la lutte pour les salaires serait le ciment de son existence. Le mouvement des Gilets Jaunes, en se libérant de la seule contrainte de classe du capitalisme, classe du salariat, permet de percevoir, définit le prolétariat dans le mouvement dialectique de son affrontement avec le système capitaliste. Le prolétariat, ce n'est pas la classe des ouvriers auxquels s'ajouterait éventuellement par une opération comptable les employés, plus éventuellement les chômeurs en tant qu'ouvriers ou employés sortis provisoirement du procès de production. Ce

n'est pas la classe qui revendique une meilleure place dans le système par l'intermédiaire de ses syndicats (dont les cadres les plus conscients de leur place dans les rouages du système poursuivent d'ailleurs eux-mêmes leur propre promotion). Le prolétariat, c'est la contradiction au sein du système qui remet en cause le système. Le prolétariat, c'est la classe qui remet en cause son existence de classe et ainsi la lutte des classes elle-même, qui en annonce la fin.

Les gauchistes, limités par leurs origines socialo-léninistes, ne définissaient le prolétariat que comme la classe des ouvriers. Croyant la perdre en constatant la réduction progressive de son importance numérique dans les pays européens et nord-américains dont le capitalisme avancé réduit la part du secteur primaire, ils ont cru trouver un remplaçant au prolétariat occidental dans la oumma musulmane victimisée. Cela tombait bien pour les islamistes qui n'attendaient que le renfort des gauchistes pour avancer leurs pions pour réaliser leur propre objectif de conquête du monde mécréant. Ce qui a fait que les islamo-gauchistes ont méprisé et rejeté le mouvement des Gilets Jaunes en le taxant de « *fasciste* » à ses débuts est incontestablement issu de leur définition du prolétariat. Plus largement, cela vient aussi de leur conception de la révolution comme d'une prise de pouvoir par leur parti instrumentalisant les masses, et de la transformation du capitalisme par le seul transfert de sa gestion à d'autres mains (les leurs). Ils avaient sous les yeux le prolétariat en mouvement mais étaient incapables de s'en rendre compte. Ils sont aujourd'hui dans la même incapacité de voir ce qui est, et tentent d'instrumentaliser le mouvement tout en appelant, par la voix notamment de Priscilla Ludovsky, les musulmans des banlieues à se substituer aux Gilets Jaunes en leur volant leur signe de reconnaissance.

En deuxième lieu, l'obstination à désigner le mouvement des Gilets Jaunes comme de « *droite* » prétendait aussi trouver son

fondement dans le fait qu'il s'est constitué sans prêter attention aux étiquettes politiciennes que pouvaient avoir certains des participants, ce que les propagandistes appointés désignent comme étant du « *populisme* », qui serait forcément de « *droite* ». Elle vient donc du fait que, comme le camp patriote, le mouvement des Gilets Jaunes s'est affirmé comme lui dans la liberté d'expression totale. C'est un pilier essentiel du mouvement, c'est sa colonne vertébrale, c'est sa promesse originale de remise en question du système établi. C'est, originellement et originalement, **son** aspiration essentielle : liberté d'expression totale (dans laquelle ne s'inclue bien sûr pas tout appel à la haine contre une partie de la population française, quelle qu'elle soit). C'est un mouvement qui considère que tous les citoyens sont majeurs dans leur réflexion et que la discussion a toutes les raisons de faire mûrir les idées, plutôt que l'invective et la fermeture d'esprit. Mais c'est aussi sa faille sur laquelle il faut réfléchir.

La liberté totale d'expression ne doit pas être une aspiration conjoncturelle mais doit être considérée comme une aspiration à l'application d'un principe essentiel de la politique et de la vie publique. Cependant, dans le mouvement des Gilets Jaunes, la liberté totale d'expression a été confondue avec l'extrême tolérance, y compris de ce qui remet en question la nature même du mouvement. Pour faire triompher la liberté totale d'expression, il s'agit d'être intolérants avec ceux qui ne l'acceptent pas, avec ceux qui veulent, par la terreur, imposer leur point de vue.

En troisième lieu, ce qui prétendait justifier la qualification du mouvement des Gilets Jaunes comme de « *droite* » était la présence de drapeaux français ou régionaux (dont un a même été confondu par un de ces fameux « *experts* » avec un drapeau monarchiste – mais le plus beau a quand même été de confondre le A d'anarchie avec un symbole d'« *extrême droite* » : au moins, on voit qu'ils ne sont pas payés parce

qu'ils sont compétents). Je ne suis pas fan du drapeau français, je l'avoue, car, en plus du fait qu'il soit, à l'origine, un drapeau parisiano-monarchiste, il a trop souvent couvert de son voile les exactions de la bourgeoisie française. « *Marianne a la peau brune, du chien dans le ventre* » disait une chanson après les 17.000 fusillés de la répression de la Commune. Je ne suis fan d'aucun autre drapeau d'ailleurs et je pense qu'aucun drapeau n'aurait dû dominer les cortèges de Gilets Jaunes, le Gilet Jaune étant bien suffisant.

Mais un drapeau arboré a un sens et il faut essayer de comprendre pourquoi certains Gilets Jaunes authentiques l'ont brandi dès le début du mouvement.

Il est certain que, jusqu'à la Commune, le drapeau français était considéré comme un drapeau révolutionnaire. Cependant, cette période est lointaine et cette référence à l'origine révolutionnaire du drapeau français a dû avoir peu d'incidence sur leur apparition.

Il semble plutôt que la présence des drapeaux français s'explique par une revendication des valeurs attachées à l'idée de la France telle qu'elle s'est forgée au cours de son histoire. Les Gilets Jaunes se sont rebellés contre la pressuration des taxes et la réduction de leur pouvoir d'achat, mais ils se sont aussi rebellés contre les insultes répétées proférées par Macron contre la France et les Français. En dehors de ses dénégations de l'existence d'une culture ou d'un art français, Macron a une propension certaine à être le porteur de la haine des hors-solarisés, des bénéficiaires de la mondialisation à l'égard de certains Français, de ceux qu'il a désignés comme des « *réfractaires aux réformes* », des « *riens* », des « *derniers de cordées* », des « *fainéants* ». Les Gilets Jaunes n'ont donc pas été des égoïstes ne pensant qu'à leurs sous, comme insidieusement ont voulu les présenter les médias même en les plaignant et en inondant les ondes de misérabilisme à la petite semaine. Ils

se sont soulevés pour marquer leur attachement aux valeurs occidentales que la France depuis plus de deux siècles représente aux yeux du monde. C'est pour cela qu'au début du mouvement, avant que le terrorisme médiatique ne fasse taire les Gilets Jaunes, mettant sous le tapis ce qui ne cadrerait pas avec l'image de pauvres un peu limités mentalement et aux horizons politiques très limités, les Gilets Jaunes parlaient de l'immigration massive et de l'islam. Au début du mouvement, les Gilets Jaunes osaient affirmer leur attachement au mode de vie occidental mis en péril par l'immigration musulmane et l'attaque généralisée de l'islam, ce mode de vie où la laïcité règne, où la femme est à égalité sociale avec l'homme, où la liberté de pensée et d'expression, même réduite, existait, où l'on avait le droit sans crainte de blasphémer comme de ne pas être traitée de pute parce que ne portant pas le hijab, où les citoyens juifs n'étaient pas harcelés, où finissait par peu importer la couleur de peau, où la délinquance ne s'était pas banalisée, coupant des quartiers entiers du reste de la Nation.

La revendication du Référendum – dont les médias se sont emparés pour le qualifier d'Initiative Citoyenne afin de contribuer au rattrapage du mouvement par la FI (qui le méprisait royalement jusque là) et pour ne pas le voir qualifier d'Initiative Populaire qui était un des éléments démocratiques phares du programme du FN aux présidentielles – cette revendication du Référendum était une autre expression de cette rébellion contre le mépris bourgeois des mondialistes au pouvoir envers les prolétaires français. Une politique immigrationniste et favorable à l'islam conquérant était poursuivie, engageant leur avenir et l'avenir de leur pays, et les prolétaires français n'étaient jamais conviés à donner leur avis. Le mouvement des Gilets Jaunes est aussi venu de cette prise de conscience.

En quatrième lieu, la stigmatisation du mouvement des Gilets Jaunes prétendait reposer sur le fait qu'il a été très

critique dès le départ vis-à-vis de l'Europe à laquelle adhérer en toute naïveté était devenu bizarrement une valeur de « gauche » alors que la critiquer était devenu synonyme d'extrémisme, cette fois tout autant de « gauche » que de « droite » (mais un peu plus de « droite » quand même). Comme Macron s'est lui-même mobilisé pour le faire accroire, la remise en question de l'Union Européenne serait du « nationalisme » et, comme selon le mot de Jaurès : « le nationalisme porte la guerre comme les nuages l'orage », remettre en question l'Union Européenne serait préparer un nouveau déchirement belliciste de l'Europe. Peu importe, dans cet argumentaire fallacieux que l'Union Européenne n'ait jamais été qu'une structure supra-nationale mise en place non pour le bien des peuples européens mais pour satisfaire les besoins des capitalistes. Peu importe que l'UE ait favorisé l'éclatement de la guerre en Yougoslavie, et, récemment, le déchaînement de la guerre en Syrie et l'émergence de l'Etat Islamique. Peu importe bien évidemment aussi, que, par sa politique immigrationniste, elle prépare des déchirements qui ont toutes les chances de glisser vers la guerre civile. Cette politique immigrationniste vise principalement à détruire les résistances prolétariennes pouvant se cristalliser à une échelle nationale. Elle vise à renforcer numériquement la présence des musulmans dont l'appartenance à l'islam prévaut à toute considération liée à la lutte des classes, noyant les prolétaires autochtones sous leur masse atomisante.

Le mouvement était aussi caractérisé comme de « droite » car ce serait une caractéristique de « droite » que de respecter les membres des forces de l'ordre et de ne pas chercher à s'affronter avec eux. Lorsque des groupes ont provoqué l'affrontement, au grand soulagement du gouvernement qui, jusque là paniquait en constatant la bonhomie de certains flics à l'égard des Gilets Jaunes, qui se sentaient proches de ceux qu'on leur demandait de réprimer, les médias ont qualifié cette attitude d'« extrême » (« gauche » ou « droite », peu leur importait du moment que les « extrêmes » étaient opposées

à la tempérance du « centre » macroniste). Des vidéos sur Internet montraient que certains gendarmes ou policiers se solidarisaient déjà avec le mouvement de contestation. C'est ce que redoute le plus un Etat, que ses forces de coercition, police et armée, le lâchent. Eviter l'affrontement, rejeter l'option confrontation avec les forces de l'ordre n'est bien sûr en rien une caractéristique de « droite ». C'est ce qu'un mouvement aux ambitions assumées de contestation de la société, autrement dit un mouvement révolutionnaire (ce que n'est assurément pas pour l'instant le mouvement des Gilets Jaunes) doit faire et à moins de qualifier tout mouvement révolutionnaire de « droitier », on ne peut en rien qualifier cette attitude vis-à-vis des membres des forces de l'ordre d'attitude « droitière ». Par contre, rechercher l'affrontement alors qu'il n'y a pas encore lieu de se défendre contre une agression provenant des forces de l'ordre est une pratique d'agents provocateurs au pire, au mieux d'inconscients infantiles, idiots utiles utilisés comme agents provocateurs objectifs par le gouvernement qui les laisse agir.

Enfin, le mouvement des Gilets Jaunes, lorsque étaient listées toutes ses contestations, était taxé comme d'« *extrême droite* » car, globalement, horreur !, il faisait incontestablement écho aux positions du Rassemblement National. Certains sont même allés jusqu'à dénoncer la stratégie de récupération de Marine Le Pen comme étant plus maligne que celle des autres parce qu'elle... ne faisait rien pour récupérer le mouvement ! Au lieu de féliciter l'attitude noble et respectueuse de l'autonomie des Gilets Jaunes, compliment justifié qui n'a, à ma connaissance, jamais été formulé, des journalistes aux ordres en faisaient un argument pour démontrer que Marine Le Pen était plus perverse et plus récupératrice que les autres.

Le dépassement des divisions partisans pour replacer au centre de l'attention la condition de vie des prolétaires

français, originalité du mouvement des Gilets Jaunes, a été tout de suite reconnu par les prolétaires dans le monde entier. Le mouvement des Gilets Jaunes n'a eu nullement besoin d'un appel internationaliste. Les prolétaires du monde entier ont immédiatement saisi que ce mouvement les concernait. Mais il n'est qu'un prélude et doit atteindre une maturité.

La grosse difficulté qui se présente aujourd'hui au mouvement est qu'il doit prendre un nouveau souffle en retrouvant la force d'affirmer une critique cohérente de la société à laquelle il s'oppose tout en conservant son autonomie par rapport aux partis politiques. Il lui faut articuler la critique de la précarité, de l'appauvrissement d'une partie croissante de la population, de l'augmentation des inégalités sociales, du poids des taxes, impôts et amendes, etc., toutes ces choses concrètes et palpables dont il ne doit sous aucun prétexte négliger la critique car il doit partir de la critique des conditions de survie des prolétaires dont il est l'émanation, avec une critique du capitalisme mondialisé des banques et des multinationales, et des instruments dont il se sert : immigration massive, islam conquérant, alarmisme écologique, revendications de la minorité LGBT et néo-féminisme. Cela paraît être un grand écart à faire mais tout se tient, car tout ce qui provoque notre mécontentement constitue un ensemble cohérent qui contribue à la poursuite d'un même objectif par la fraction capitaliste dominante : asseoir la domination dictatoriale d'une poignée de capitalistes sur un prolétariat mondial atomisé.

Il doit reformuler clairement ce qu'il est, non en émettant des revendications qui peuvent toujours être récupérées ou détournées, mais en développant la critique pratique du monde contre lequel il s'est levé : le capitalisme mondialiste qui poursuit son objectif d'accroissement de ses richesses et de son pouvoir sur la société humaine en s'acharnant à détruire toutes les résistances prolétariennes se cristallisant nationalement par réflexe patriotique ; le capitalisme

mondialiste qui instrumentalise les candidats à l'immigration, se présentant en nombre car attirés par les politiques sociales et les richesses des pays occidentaux, afin de submerger et de diviser les prolétaires autochtones européens ou nord-américains, avec d'autant plus de fébrilité et d'acharnement que cette immigration permet dans le cas de l'Europe de renforcer l'islam conquérant, véritable cheval de Troie du capitalisme mondialiste.

Dans le passé, la Commune s'est constituée à la suite d'un soulèvement patriotique des Parisiens. Elle a généralisé son rejet des décisions gouvernementales pour en faire une remise en question de la société. La situation actuelle n'est pas équivalente mais présente quelques similitudes avec la situation qui a engendré la Commune : contestation du pouvoir politique, réaction patriotique contre une trahison, sentiment d'abandon par les pouvoirs publics alors que la population connaît des conditions de vie éprouvantes. Ce qui suivra pourrait devenir une référence de lutte pour les décennies à venir. Mais attention à ne pas en faire un nouveau mai 68, récupéré et dynamisant le système pour le renforcer, régénérant son bassin de recrutement pour ses cadres dirigeants, offrant aux entreprises un nouveau champ d'inspiration pour écouler leurs marchandises.

Ce n'est pas tout de dire vers quoi doit s'orienter le mouvement des Gilets Jaunes s'il veut survivre à son enfance. Il faut dire comment, sous quelle forme.

Il a été jusque là plein de ressources inventives. L'idée du gilet jaune, indispensable dans chaque voiture par obligation tout autant que par précaution, en fut une géniale. L'idée également d'occuper les ronds-points, permettant tout autant la visibilité que les rencontres en déboussolant les forces de l'ordre par la multiplicité des points de ralliement en fut une autre. A ce sujet-là d'ailleurs, il faut noter que la pratique des manifestations, en dehors de l'originalité bienvenue des manifestations non déclarées, multiples et

éclatées un peu partout à Paris, ne favorisait pas vraiment les discussions – à la différence de la pratique de la présence sur les ronds-points – , surtout à partir du moment où la présence de l'extrême gauche s'est affirmée, et a même favorisé les efforts de récupérations tant de la part des gauchistes que de la part des écolo-socialistes.

Personnellement, je n'ai pas la prétention d'avoir des idées aussi originales à moi tout seul et je reste très humble dans ce que je vais dire.

Je peux, en premier lieu, apporter ma petite pierre à l'édifice en mettant en garde contre deux écueils sur lesquels il risque de s'échouer s'il prend ces directions.

Le premier écueil est celui de la création d'un nouveau parti politique traditionnel. Il est déjà apparu et il me semble que la plus grande part du mouvement l'a négligé très intelligemment. C'est un mouvement dont la structuration en parti, si elle s'opérait plus largement, serait la mort, en plus de devenir un moyen de récupération pour son ennemi.

Le second écueil est de s'inféoder à un parti existant. J'ai souligné la concordance avec le Rassemblement National, j'ajoute celle avec Debout La France de Dupont-Aignan². Mais ce mouvement ne pourrait pas suivre un parti déterminé sans cesser d'exister immédiatement. Les partis susnommés peuvent l'influencer, mais l'absorber serait le tuer ou acter sa mort. Quand à la « *convergence des luttes* » de la FI tentant de récupérer le mouvement, elle a plutôt été un éclatement de la lutte en une multiplicité de luttes catégorielles qui ont commencé à pointer leur nez dès le début du mois de décembre, d'abord à l'extérieur des manifestations pour essayer clairement d'en détourner une partie des participants, puis, avec l'aide des syndicats, à l'intérieur même des manifestations Gilets Jaunes dont la couleur a viré au rose ou au violet en passant par le vert, comme dans la manifestation du 9 mars sur les Champs qui fut le point d'orgue de

l'application de cette tactique de noyautage – mortifère pour le mouvement des Gilets Jaunes.

Je peux, en second lieu, susurrer que, si Macron a lancé son « Grand débat » qui ne fut qu'une crypto-pré-campagne électorale doublée parfois d'un one man show, c'est qu'il s'est emparé d'une faiblesse du mouvement pour lui couper l'herbe sous les pieds. Le mouvement des Gilets Jaunes, dans ses occupations de ronds-points, ébauchait un dialogue par-dessus les appartenances partidaires mais ne systématisait pas cette ébauche par la création de ce que d'aucuns, dans le passé, appelèrent Conseils ou Comités. Alors Macron, voyant que l'idée risquait bien un jour de surgir, a déclaré la mise en place du « Grand débat » destiné avant tout à s'emparer de l'idée du dialogue pour l'étrangler, en décidant de ce dont on doit parler et de ce dont il ne faut surtout pas parler, prétendant libérer la parole pour mieux la bâillonner.

Mais rien n'est perdu et il est temps de lancer l'idée de nous réunir, partout où c'est possible de le faire, pas pour bloquer quoi que ce soit mais pour faire vraiment connaissance, avec pour seule intransigeance l'application stricte de la liberté totale d'expression, sans censure, ni violences verbales, ni monopolisation de la parole, et que tous ceux qui n'appliqueraient pas stricto sensu ce principe soit exclus des réunions pour intolérance. On peut me rétorquer que cela peut se faire par les réseaux sociaux mais c'est faux. Dans les réseaux sociaux qui peuvent être un excellent instrument pour exprimer ses idées, il n'y a qu'un échange très limité et, comme on n'apprend pas à connaître les participants dans leur dimension humaine, la tolérance n'y est pas toujours de règle.

1Jusque dans les années 80, on pouvait encore, malgré tout, avec raison, se référer à la distinction « gauche »/« droite ». Son jeu contradictoire s'inscrivait dans la logique capitaliste, l'expression d'une opposition définissant deux manières de gérer le capitalisme : la « gauche » représentait une gestion capitaliste plus étatiste et la « droite » une gestion capitaliste plus libérale. L'une et l'autre

s'appliquaient à satisfaire les contraintes de la logique capitaliste mais différemment. Depuis l'affirmation progressive de l'unité UMPS puis, en 2017, de la prise du pouvoir par LaREM, cette distinction « *gauche* »/« *droite* » n'a même plus lieu d'être. A l'opposition « *gauche* »/« *droite* » s'est clairement substituée l'opposition entre mondialistes et patriotes, dont le mouvement des Gilets Jaunes est partie prenante. Certains qui s'attachent encore au mythe de la « *gauche* » tolérante pourraient considérer que la différence « *gauche* »/« *droite* » subsiste encore dans l'état d'esprit. Mais, contrairement à ce mythe, force est de constater que la tolérance et l'ouverture d'esprit n'étaient guère répandues ni dans la « *gauche* », ni dans la « *droite* ». Aiguillonnés par l'attaque féroce vis-à-vis de la liberté d'expression que subissent les opposants au mondialisme et à son allié islamiste, les patriotes, le plus souvent (et il serait souhaitable que cela soit toujours) par contre, affirment avec détermination tolérance et ouverture d'esprit, attachement à la liberté de pensée. Se retrouvent ainsi aujourd'hui dans le camp patriote ceux qui, dans la « *gauche* » et la « *droite* » passées, étaient les plus tolérants vis-à-vis des idées adverses. Dans le camp mondialiste se retrouvent, par contre, tous ceux, de « *gauche* » comme de « *droite* », dont la mentalité était imprégnée de la haine pour la divergence politique et du rejet de la liberté d'expression, longtemps spécificité du fascisme comme du stalinisme.

[2](#)Cette étrangeté d'un parti bourgeois glissant vers la défense des luttes prolétariennes n'est pas une nouveauté dans l'Histoire. Au Mexique, dans le cadre du mouvement révolutionnaire du début du vingtième siècle, le Parti Libéral eut la même évolution. Au départ, comme son nom l'indique, c'était un parti qui ne visait qu'à réaliser au Mexique l'évolution capitaliste qu'avait connu son voisin nord-américain. Mais, sous l'influence de Ricardo Flores Magon et de son frère, il prit une tout autre direction. Il se mit à critiquer le capitalisme lui-même et influença très fortement Emiliano Zapata, dont les velléités de réelle révolution sociale, même si elles furent limitées, sont à mettre à l'actif de cette influence.